



Quand Washington mène la danse

Un G7 aux angles morts climatiques et sociaux

JUIN 2026

Publication : Juin 2026

Coordination et rédaction : Gaïa Febvre, Responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat

Remerciements aux contributrices et contributeurs :

Alix Mazounie, Coordinatrice des programmes, Réseau Action Climat
Anne Barre, Experte Genre et Climat, WECF ;
Clara Alibert, Chargée de plaidoyer acteurs économiques, CCFD-Terre Solidaire ;
Fanny Petitbon, Responsable France, 350.org ;
Lorelei Limousin, Chargée de campagne climat et énergies fossiles, Greenpeace France ;
Mathieu Paris, Chargé de plaidoyer dette et APD, CCFD-Terre Solidaire ;
Marine Pouget, Responsable gouvernance internationale sur le climat Réseau Action Climat ;
Marie Cosquer, Analyste plaidoyer système alimentaires et crise climatique, Action Contre la Faim ;
Olivier Guérin, Chargé de plaidoyer Reclaim Finance
Ryad Selmani, Chargé de plaidoyer justice fiscale, CCFD-Terre Solidaire ;
Selma Huart, Chargée de plaidoyer inégalités climatiques, OXFAM France ;
Simon Bignonneau, Chargé de communication digitale, Réseau Action Climat
Vincent Brossel, Directeur de la communication, Réseau Action Climat

SOMMAIRE

EN BREF	3
PREMIER ENJEU MAJEUR DU G7 : S'ATTAQUER AUX CAUSES PROFONDES DES DESEQUILIBRES ECONOMIQUES MONDIAUX (DETTE, FISCALITE, ETC)	5
DEUXIEME ENJEU MAJEUR DU G7 : LA SECURISATION DES CHAINES DE VALEUR DES MINERAIS DITES DE LA TRANSITION ET L'APPROVISIONNEMENT STRATEGIQUE	8
TROISIEME ENJEU MAJEUR DU G7 : REPENSER LES PARTENARIATS DITS « MUTUELLEMENT BENEFIQUES » POUR EVITER UN RETOUR DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT LIEE	10
ALERTE ROUGE VIF SUR LE CLIMAT ET L'EGALITE DE GENRE... MAIS SILENCE AU G7	11
CONCLUSION	12

En bref

La France accueillera du 15 au 17 juin à Évian-les-Bains le sommet du G7, un forum réunissant certaines des principales puissances économiques mondiales : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni ainsi que l'Union européenne. **Parmi les plus riches et les plus développés, ces pays sont aussi les plus grands responsables historiques du dérèglement climatique.** Ils disposent de moyens financiers, humains et techniques pour agir, et portent une responsabilité particulière face à cette crise.

Quatre pays invités, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde et le Kenya participent officiellement aux échanges à Évian. La France a choisi de préserver l'unité du G7, malgré les contestations répétées des États-Unis à l'égard du droit international, une posture conflictuelle envers plusieurs partenaires du G7, et une stratégie de sécurité nationale mettant l'accent sur la domination énergétique. **La France a donc sécurisé le soutien des États-Unis en évitant les sujets qui fâchent, climat, genre, fiscalité,** au profit d'un consensus minimal loin d'une réelle réponse aux déséquilibres mondiaux.

Un G7 structuré autour des déséquilibres économiques

La présidence française a opté pour une stratégie centrée sur des diagnostics partagés des déséquilibres mondiaux. Les priorités du G7 sont relativement claires : encourager la Chine à renforcer davantage sa consommation intérieure, inciter les États-Unis à traiter leurs problèmes de dette publique, et soutenir une augmentation des investissements en Europe. Les discussions ministérielles ont montré une convergence croissante, y compris du côté des États-Unis, autour d'un récit renouvelé, **notamment sur les partenariats mutuellement bénéfiques.** Toutefois, cette lecture privilégie une approche macroéconomique classique, sans interroger suffisamment les causes structurelles de ces déséquilibres : inégalités globales, rapports de force économiques et concentration des richesses. De plus, compte tenu des dynamiques de pouvoir actuelles et des débats en cours au sein du G7, les priorités vont continuer à refléter les objectifs des pays donateurs, comme en témoigne le retour de l'aide liée et des politiques industrielles visant à soutenir les économies développées et émergentes.

Le G7, un espace de pouvoir économiquement dominant mais politiquement contesté

Le G7 ne saurait se substituer à l'ONU, qui demeure le cadre le plus légitime et inclusif pour la coopération internationale, notamment sur les enjeux climatiques, fiscaux et de développement. Toutefois, en tant que regroupement des principales économies mondiales, il conserve une responsabilité particulière dans l'orientation des règles et des financements internationaux, et ne peut ignorer les discussions multilatérales en cours, en particulier sur la fiscalité et la lutte contre les inégalités globales.

Au G7, les ministérielles structurent l'agenda, les événements parallèles en élargissent le cadre

Plusieurs événements du G7 se sont également tenus en marge des réunions ministérielles (hors G7 et hors blocage américain), tels que l'événement Méthane du 4 mai, en lien avec les négociations de la COP31, Africa Forward, qui interroge l'approche partenariale de la France et les bénéfices mutuels réels qu'elle peut générer, ou encore une rencontre consacrée à la désinformation, notamment climatique, en lien avec les négociations internationales sur le climat.

Thématiques clés et angles morts du G7 pour le Réseau Action Climat :

- Réduire les déséquilibres macroéconomiques mondiaux (excédents/déficits entre pays) sans évoquer les leviers structurels
- La sécurisation des chaînes de valeur : minerais critiques et approvisionnement stratégique
- Des partenariats soit-disant "mutuellement bénéfiques"
- Absence de l'urgence climatique et de l'égalité de genre

Premier enjeu majeur du G7 : S'attaquer aux causes profondes des déséquilibres économiques mondiaux (dette, fiscalité, etc)

Au cœur de ces déséquilibres macroéconomiques se trouve l'injustice économique, la manière dont les richesses sont produites, réparties et utilisées au bénéfice de quelques-uns plutôt que du plus grand nombre. Cette injustice alimente les inégalités sociales, de genre et territoriales, fragilise les droits humains et compromet la transition écologique. Les pays du G7 ont une responsabilité particulière : ils représentent [45% du PIB, 30% des émissions de CO2 et 69% de l'aide publique au développement mondiaux](#). À ce titre, ils peuvent et doivent débloquer des solutions ambitieuses pour restructurer les dettes souveraines, renforcer la coopération fiscale internationale, taxer les grandes fortunes et les profits des entreprises polluantes, financer la solidarité internationale et la réponse à la crise climatique et engager une transition agricole et alimentaire de long terme.

La dette qui asphyxie les pays du Sud

- Aujourd'hui, de nombreux pays consacrent davantage de ressources au remboursement de leur dette qu'à la santé, à l'éducation, à la sécurité alimentaire ou à la protection sociale.
- Les flux financiers se sont inversés : les pays du Sud envoient vers les pays du Nord davantage d'argent qu'ils n'en reçoivent, sous l'effet combiné du service de la dette, du rapatriement des profits et des sorties illicites de capitaux.
 - o **en 2023 [Oxfam](#) démontrait que chaque jour, les pays du Sud versent 232 millions de dollars US à leurs créanciers du G7.**
- Les pays du G7 doivent soutenir des annulations des dettes devenues insoutenables en prenant en compte les besoins de développement social et de lutte contre la crise climatique, et la mise en place d'une Convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine, afin de créer un mécanisme multilatéral de restructuration transparent, équitable et contraignant, incluant l'ensemble des créanciers et les pays débiteurs.

Un système fiscal international obsolète

Les pays du G7 doivent apporter un signal clair en faveur [d'une Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale](#), en cours de négociations, comprenant des mesures en faveur d'une allocation équitable des droits d'imposition des pays, d'une taxation unitaire des multinationales, y compris du secteur fossile, assortie d'un taux d'imposition minimum mondial sur les sociétés d'au moins 25 %, un mécanisme global de taxation des profits des industries polluantes et fossiles, une imposition coordonnée des individus fortunés et la mise en place de registres mondiaux des actifs et des bénéficiaires effectifs, afin de lutter contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites.

Les profits colossaux indécents

- Réalisés sur le dos des populations, notamment dans les secteurs de l'énergie, du transport maritime, de l'agroalimentaire ou de la finance, certaines grandes multinationales profitent des guerres, des tensions géopolitiques et des perturbations économiques pour accroître leurs marges, tandis que des centaines de millions de personnes peinent à joindre les deux bouts et voient leurs conditions de vie se dégrader à vue d'œil.
 - o **Dans le contexte de la guerre en Iran, une attention particulière se porte sur la taxation des profits des entreprises fossiles, au regard d'une part très importante des bénéfices directs qu'elles tirent de la situation de la guerre**, en enregistrant des profits exceptionnels se chiffrant à près de [30 millions de dollars US par heure à l'échelle internationale et 81 millions d'euros par jour au niveau européen](#) depuis le début du conflit (chiffres du 1er avril), sans contribution proportionnée à l'effort collectif. Cette dynamique s'inscrit dans une

tendance plus large : selon Oxfam, six des plus grandes entreprises fossiles mondiales, Chevron, Shell, BP, ConocoPhillips, Exxon et TotalEnergies, devraient engranger à elles seules 94 milliards de dollars US de bénéfices en 2026, soit près de 3 000 dollars par seconde. Pendant ce temps, la hausse des prix du pétrole et du gaz entraîne une augmentation rapide des factures d'énergie et de carburant, pesant directement sur les budgets, en particulier des foyers les plus modestes.

- De la même manière, des multinationales du secteur des engrais qui avaient encaissé des profits record lors de la dernière crise des prix, continuent de s'enrichir grâce aux guerres en raison de la dépendance des systèmes alimentaires aux fossiles, pendant que les paysans et paysannes et les consommatrices et consommateurs sont extrêmement impactés.
- **Les pays du G7 doivent aller plus loin et s'attaquer à la cause profonde de la hausse des coûts, notamment les profits des énergies fossiles.**
 - Oxfam propose deux outils fiscaux visant à taxer les superprofits, notamment dans le secteur fossile, sans alourdir la charge pour les consommateurs. L'approche consiste à cibler les bénéfices exceptionnels plutôt que la consommation, afin de faire contribuer davantage les actionnaires les plus riches plutôt que les ménages. Les analyses montrent en effet que l'impôt sur les profits est majoritairement supporté par le capital (60 à 80 %), contrairement aux taxes sur l'énergie ou à la TVA, qui sont en grande partie répercutées sur les prix.
 - La proposition de Climate Damages Tax sur l'extraction permettrait par exemple de collecter jusqu'à 900 milliards de dollars US entre 2024 et 2030.
 - L'Alliance Globale pour la Justice Fiscale (GATJ) estime quant à elle qu'une **surtaxe de 20 % sur les profits globaux des 100 plus grandes entreprises pétrolières et gazières** dans le monde, qui déclaraient à elles seules près de 2 300 milliards de dollars de bénéfices en 2023, aurait **déjà pu rapporter 1 000 milliards de dollars** depuis la signature de l'accord de Paris en 2015.

L'affaiblissement de la solidarité internationale

- Alors qu'elle n'a jamais été aussi nécessaire pour répondre aux urgences humanitaires, sociales et climatiques, l'aide publique au développement subit des coupes sans précédent de la part des pays du Nord. Entre 2024 et 2025, elle a baissé de 23% à l'échelle mondiale, traduisant un recul préoccupant de la responsabilité collective et du principe de solidarité internationale.
- **Sans un financement ambitieux, prévisible et principalement sous forme de dons, il sera impossible de faire face à la crise climatique, à la perte de la biodiversité ou encore à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable de manière juste.** Les besoins se chiffrent déjà en milliers de milliards de dollars US pour les prochaines années.
 - La réalisation des ODD est estimée à plus de 5 000 milliards de dollars par an entre 2023 et 2030.
 - Les pays en développement auront besoin de 310 à 365 milliards USD par an d'ici à 2035 pour financer l'adaptation aux impacts climatiques.
 - Il faut soutenir la mise en œuvre de socles de protection sociale permettant de protéger les ménages des augmentations de prix qui ont un impact immense sur la réalisation du droit à l'alimentation.
 - Les pays du G7 doivent réaffirmer leur engagement historique des 0,7% du RNB pour l'APD et œuvrer à une réforme profonde de la gouvernance de l'aide qui associe pleinement les pays du Sud et les organisations des sociétés civiles, notamment pour lutter contre la dégradation de la qualité de l'aide (aide restant sur les territoires des donateurs, part de prêts qui augmente, aide liée aux intérêts des entreprises occidentales...)
 - Dans le contexte actuel nous appelons à une hausse urgente des financements humanitaires pour compenser l'explosion des prix qui aggrave la vulnérabilité des populations les plus pauvres et réduit la portée des interventions humanitaires. Il est également essentiel d'augmenter les ressources dédiées à la réponse au Moyen-Orient, où les besoins et les surcoûts opérationnels s'intensifient.

- **Les pays du G7 doivent assumer leur juste part dans la mise en œuvre du nouvel objectif collectif de financement climatique adopté lors de la COP29.** Cet accord fixe un cap clair : mobiliser au moins 300 milliards de dollars US par an d'ici 2035 pour soutenir l'action climatique dans les pays en développement.
- **La France doit restaurer son rôle moteur dans la finance climat international et annoncer ses engagements post-2025 clairs et pluriannuels, pleinement alignés avec le nouvel objectif collectif financier (NCQG).**

CRISE DU PRIX DES ENGRAIS

Lors de la dernière crise des prix des engrais, au moment où débutait la guerre en Ukraine, la France a lancé l'initiative FARM (Food and agriculture resilience mission). **Cette initiative a été développée de manière opaque, non participative, et sur des orientations contraires à la stratégie internationale de la France sur ces sujets.** La société civile n'a été impliquée qu'à la marge alors que de nombreuses multinationales du secteur agro-alimentaire ont été impliquées. Il n'y a à ce jour pas d'information sur les financements dédiés à FARM, qui s'est concentrée sur un renforcement des partenariats public-privés, à la faveur de grands groupes français et européens notamment du secteur agro-alimentaire et du modèle agro-industriel. **Les orientations qui ont été retenues dans cette initiative sont en contradiction totale avec celles de la stratégie internationale de la France sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable.**

En lien avec l'opération "sauvetage des récoltes", les orientations se sont concentrées sur la disponibilité à court terme des engrais, notamment pour le continent africain, sans même considérer à plus long terme la nécessité de sortir de cette dépendance, de mettre en place des mesures de protection sociale, ou de soutenir le développement de filières d'engrais organiques.

En particulier dans le cadre du groupe de travail du G7 qui s'est lancé sur la sécurité alimentaire, il convient de questionner la pertinence des partenariats public-privés et d'éviter l'aide aux multinationales de l'agro-industrie qui contribuent à augmenter la concentration de pouvoir dans les systèmes alimentaires.

Deuxième enjeu majeur du G7 : la sécurisation des chaînes de valeur des minerais dites de la transition et l’approvisionnement stratégique

L’extraction des minerais et les chaînes d’approvisionnement sont des sujets centraux du G7, car il s’agit de gouverner la transition, non seulement en raison des questions de sécurité d’approvisionnement, mais surtout parce qu’elles déterminent la répartition de la valeur, du pouvoir industriel et des impacts sociaux et environnementaux. **Dans le modèle actuel, les coûts socio-environnementaux liés à l’extraction des minerais sont largement externalisés vers des zones sacrifiées, tandis que la valeur ajoutée liée à la transformation industrielle et la fabrication des technologies. Cette valeur est captée en aval par les économies industrielles, maintenant une dépendance structurelle des pays riches en ressources dites de la transition.** Cette organisation perpétue une division internationale du travail héritée de l’histoire coloniale, dans laquelle les pays riches en ressources demeurent dépendants de l’exportation de matières premières, sans bénéficier pleinement de la valeur créée. À titre d’exemple, la République démocratique du Congo, qui produit près des trois quarts du cobalt mondial, [ne capte ainsi que 14 % des revenus générés par sa chaîne de valeur, tandis que 86 % sont captés par des acteurs étrangers.](#)

Cette dynamique en place bien avant le “boom” de la transition énergétique, s’accompagne de risques importants en matière de droits humains, souvent sur plusieurs générations, du fait même de l’activité d’exploration et d’extraction de minerais avec, par exemple, des expulsions forcées, du travail des enfants sur les chaînes de valeurs, des destructions importantes de l’environnement et des pollutions minières affectant les moyens de subsistances des communautés locales riveraines, des conditions de travail dangereuses et de violations des droits des Peuples Autochtones notamment le Consentement libre informé et préalable.

La tendance croissante à considérer les minerais de transition comme des ressources “stratégiques” ou “critiques” conduit certains pays riches à privilégier la sécurisation de leurs approvisionnements plutôt qu’un véritable partenariat fondé sur l’équité, la coopération et le partage de la valeur.

Les pays du G7 doivent favoriser l’émergence d’un cadre de gouvernance qui mette au cœur les droits humains, protège l’intérêt public, respecte les limites écologiques et climatiques, et assure un partage de la valeur équitable tout au long de la chaîne d’approvisionnement.

QUELLE GOUVERNANCE POUR UN MULTILATERALISME PROTÉGEANT L’INTÉRÊT PUBLIC ?

- La mise en œuvre par les acteurs économiques d’un **devoir de vigilance** tout au long de la chaîne de valeur, afin d’atténuer les risques pour les droits humains et l’environnement de leurs projets
- Les gouvernements et les acteurs économiques du G7 doivent également veiller à ce que le consentement libre, informé et préalable des Peuples Autochtones et des communautés locales soit obtenu avant le début de tout développement du projet ou des activités
- La réduction des productions et consommations d’énergie excessive et gaspilleuses est essentielle pour l’atténuation.
- La réduction de la demande énergétique dans les pays du G7, de la dématérialisation et des investissements dans des substituts moins intensifs en matériaux.
- Avoir une limitation des usages, éviter les produits superflus ou nuisibles et favoriser l’intérêt public.

- L'extraction et la consommation des minéraux de transition doivent être gérées dans le cadre d'une économie circulaire afin de contenir la demande, de minimiser les déchets, d'éviter l'épuisement et de maximiser l'efficacité des ressources.
- Une gouvernance internationale renforcée [des minerais de transition](#).
- La redistribution équitable de la valeur créée tout au long des chaînes d'approvisionnement, afin de rompre avec les modèles extractivistes historiques et d'assurer un partage plus équitable de la valeur générée par la transition énergétique
- Une réforme des règles commerciales et financières internationales afin de privilégier les financements climatiques concessionnels, réduire les logiques d'endettement et renforcer la lutte contre l'évasion fiscale liée aux industries extractives.
- Réformer également les mécanismes permettant aux investisseurs privés de contester les politiques publiques, qui limitent la capacité des pays producteurs à définir leurs propres stratégies de développement et de transition.

Troisième enjeu majeur du G7 : repenser les partenariats dits « mutuellement bénéfiques » pour éviter un retour de l'aide publique au développement liée

L'exemple d'Africa Forward soulève de nombreuses questions

Le monde traverse une période charnière, marquée par une recomposition profonde des équilibres économiques et géopolitiques dans un contexte de crises multiples : urgence climatique, instabilité financière, reprise post-pandémique et conflits armés persistants. Dans ce paysage, l'Afrique occupe une place centrale et devient un espace stratégique majeur dans une compétition renouvelée entre les États-Unis, l'Union européenne et ses pays membres ou encore la Chine, autour des ressources, des investissements et des marchés.

Des investissements qui ne peuvent pas remplacer l'aide publique ou servir seulement les intérêts des entreprises françaises.

Lors du Sommet Africa Forward, du 11 et 12 mai, a été annoncé *23 milliards d'euros d'investissements pour l'Afrique* », dont 14 milliards d'investissements strictement français, privés et publics. Ces 14 milliards d'euros comprennent des investissements d'acteurs privés français (entreprises, fondations et fonds d'investissement) et des projets développés par les opérateurs français de l'aide au développement (AFD, Proparco et DG Trésor), selon l'Élysée. Les 9 milliards restants viennent d'investisseurs africains. Les principaux secteurs bénéficiaires figurent la transition énergétique (4,3 milliards), le numérique et l'intelligence artificielle (3,76 milliards), « l'économie bleue » (3,3 milliards) et l'agriculture (1 milliard), selon l'Élysée. [En outre 942 millions d'euros d'investissements sont destinés au secteur de la santé, 300 millions à celui de l'industrialisation et 250 millions au secteur bancaire et financier.](#)

La France conserve en Afrique une position ambivalente, entre discours de partenariat renouvelé et persistance de rapports de dépendance hérités de son histoire coloniale. Malgré les annonces de rupture avec la Françafrique, ses relations économiques, monétaires et sécuritaires continuent de structurer des asymétries profondes, notamment à travers son influence dans **les institutions financières internationales et son rôle central dans certains cadres de gestion de la dette**. La présence française dans les secteurs stratégiques, en particulier l'énergie, les infrastructures et les ressources naturelles, peut s'apparenter à une prolongation de logiques extractives, où la valeur ajoutée reste majoritairement captée hors du continent. Dans ce contexte, les initiatives de « partenariat » portées par Paris doivent être interrogées quant à leur capacité réelle à produire des bénéfices mutuels, à renforcer la souveraineté économique des pays africains et à rompre avec des dynamiques historiques d'inégalités structurelles.

Il faut veiller à ce que ces initiatives ne soient pas seulement formulées autour de l'industrialisation verte et de l'ouverture de marchés locaux à des entreprises françaises, mais qu'elles se traduisent effectivement en modèles de mise en œuvre qui privilégient la souveraineté africaine, la création de valeur locale et une transformation structurelle à long terme. En particulier, la prise en compte des vulnérabilités liées à la dette et la garantie d'un accès à des financements prévisibles, concessionnels et orientés vers le développement, seront essentielles pour éviter de renforcer les asymétries existantes.

Dans ce contexte, le G7 et les pays invités ont la responsabilité de veiller à ce que ces réalités soient pleinement intégrées dans son approche des déséquilibres mondiaux et de la réforme financière internationale.

Alerte rouge vif sur le climat et l'égalité de genre... mais silence au G7

L'urgence climatique s'aggrave et la possibilité de rester sous le seuil critique des 1,5°C s'amenuise dangereusement. Au rythme actuel, cette limite fixée par l'Accord de Paris pourrait être atteinte dès la fin de la décennie, soit plus d'une décennie plus tôt que ce qui avait été prévu au moment de l'adoption de l'accord. L'inaction des gouvernements pourrait constituer la plus grave violation intergénérationnelle des droits humains de toute l'histoire et une menace à l'habitabilité de la planète.

Il est impossible de s'attaquer à l'urgence climatique sans s'attaquer à la racine du problème : notre dépendance aux énergies fossiles. Volontairement mis de côté par la présidence française, le sujet s'est malgré tout invité dans les conversations du G7 du fait des impacts de la guerre en Iran et des alertes lancées par Fatih Birol à la tête de l'Agence internationale de l'énergie, *"Nous sommes confrontés à ce qui est peut-être la crise énergétique la plus grave de notre histoire."* **Dans ce contexte, il apparaît totalement incohérent de vouloir, d'un côté, défendre une stratégie d'indépendance énergétique européenne, dont l'urgence est aujourd'hui manifeste, et de l'autre, aborder au G7 la crise énergétique mondiale sans traiter frontalement la question de la dépendance aux énergies fossiles.**

Enfin, la dynamique actuelle au sein du G20, portée notamment par les États-Unis de Donald Trump, vise à relancer la production des énergies fossiles, et notamment du « *beautiful clean coal* ». En l'absence d'un contre-discours clair et structuré, ce type de position tend à s'imposer comme une option possible et souhaitable alors qu'elle est en totale contradiction avec la science et l'Accord de Paris. **C'est aussi le risque d'un effacement du leadership français face à Donald Trump.**

La ministérielle Environnement du 23 et 24 avril a donné lieu à 7 déclarations auxquelles se sont joints la Corée du Sud, l'Arménie (qui accueille la COP 17 Biodiversité à Erevan en octobre 2026) et la Mongolie (qui accueille la COP 17 Désertification en août 2026 à Oulan-Bator), qui n'abordent pas directement la crise climatiques. Il est impératif que, lors du Sommet des Leaders, la France et ses alliés ne relèguent pas la crise climatique au second plan et réaffirment clairement leurs engagements au travers notamment des déclarations finales et les prises de parole des chefs d'État et de gouvernement. Les discussions relatives aux minerais critiques, à la sécurité énergétique et aux tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient et en Iran, doivent permettre de construire une transition vers un système énergétique mondial plus résilient, plus sûr et indépendant des combustibles fossiles.

Dans un contexte marqué par une forte volatilité des prix de l'énergie et par des coûts durablement élevés pour les citoyens comme pour les entreprises, il est essentiel de promouvoir un cadre politique stable, prévisible et cohérent. Une telle approche permettrait non seulement de renforcer la sécurité énergétique, mais aussi de soutenir les investissements nécessaires à la transition écologique, tout en contribuant à la prospérité de long terme et à la stabilité économique.

Enfin, en temps de crises, les droits des personnes les plus vulnérables, marginalisées et discriminées reculent, souvent de manière rapide et drastique. Depuis quelques années, cela se confirme concernant les femmes et les personnes issues des minorités de genre. **Les espaces de multilatéralisme sont cruciaux pour lutter contre ces reculs, et ce G7 en France aurait pu en être un.** Lors du dernier G7 en France, en 2019 à Biarritz, la France avait mis au centre de son agenda la question de l'égalité de Genre. C'était le même président des États-Unis à la tête de la maison blanche qui avait été invité à ce G7. Mais en 2026, la France a clairement baissé les bras sur le sujet.

Beaucoup de pays laissent de côté la justice de genre, car il crispe les plus puissants et les réactionnaires, qui forment un groupe très organisé et nocif. La France n'est pas censée faire parti de ce groupe, puisqu'elle possède une stratégie de diplomatie féministe récente (octobre 2025), a accueilli le sommet de la diplomatie féministe en 2025 et a toujours été motrice sur le sujet au sein de la délégation européenne des COPs. **De même, il ne faut pas oublier que la majorité des pays membres du G7 ont développé une diplomatie féministe,** avec donc la France, le Canada, l'Allemagne et le Royaume-Unis. Il est de leur devoir donc de s'engager pour l'égalité de genre au plus haut niveau politique.

Porter ce sujet et défendre les droits des femmes et des minorités de genre, ce n'est pas un pur geste symbolique : c'est assurer que les politiques publiques, que les traités internationaux, que les objectifs fixés, soient efficaces et pertinents. **Il est donc demandé à la France, comme les autres pays du G7, d'être cohérents, de porter ces valeurs au plus haut et de les défendre, et ainsi d'être courageux.**

Conclusion

Des voix s'élèvent pour défendre un ordre international fondé sur le droit et non sur le rapport de force, à l'image de certains États qui continuent de porter cette exigence au sein des enceintes multilatérales.

Le G7 ne peut ni cautionner les reculs en matière de droit international, ni contribuer, même indirectement, à une fragmentation accrue de la gouvernance mondiale.

Il est illusoire de penser que les crises actuelles pourront être résolues par une simple recomposition des dépendances énergétiques ou par des accords ponctuels. Le monde ne peut pas davantage compter sur les accords de Donald Trump que sur les combustibles fossiles comme base de stabilité. L'expérience récente montre au contraire que ces dépendances alimentent l'instabilité, la coercition et les conflits.

La transition hors des énergies fossiles ne constitue pas une garantie automatique de paix, mais elle représente l'une des conditions essentielles pour réduire les cycles de vulnérabilité et d'instabilité qu'elles entretiennent. **C'est en réaffirmant l'importance d'une coopération internationale fondée sur la solidarité, la justice et le droit que le G7 pourrait contribuer à construire un avenir plus sûr, plus stable et plus résilient.**

RÉSEAU ACTION CLIMAT

Le Réseau Action Climat-France, fédération de 37 associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International, réseau mondial de plus de 1300 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.

Mundo M
47 avenue Pasteur
93100 Montreuil
01 48 58 83 92
reseauactionclimat.org

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique

